

[Bulletin en format PDF](#)

Bulletin n° 49 Mars 2008

L'autarcie électrique, un mythe ?

Pénurie en vue

Dans le débat énergétique qui s'amplifie actuellement, la menace de pénurie est de plus en plus souvent évoquée, et tout particulièrement en ce qui concerne l'électricité. Si la Suisse a pu rester longtemps autonome en couvrant tous ses besoins par la production nationale, et en dégageant même de confortables surplus que nous avons pu exporter, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Cette situation était pourtant prévisible : quand la consommation augmente et que la production stagne, voire tend même à diminuer, il est fatal que la demande finisse par dépasser l'offre. Rappelons-nous que la dernière grande centrale de production d'électricité (Leibstadt) a été mise en service en 1984. Entre temps, la consommation de courant a augmenté de 45 % (soit de 2 à 3 % par an).

Il fallait donc s'y attendre : maintenant, on l'admet, alors qu'il y a à peine une année certains de nos politiciens refusaient d'accepter l'idée d'une pénurie.

L'augmentation de la consommation est inexorable

Malgré les innombrables exhortations aux économies, et malgré les efforts réels qui ont été accomplis, la consommation d'électricité est vouée à augmenter. Les causes principales de cette tendance sont les suivantes.

- Le développement démographique. Il se construit chaque année en Suisse plus de 40'000 nouveaux logements. Le nombre de personnes par ménage diminue, et les exigences de confort augmentent.
- Les efforts de substitution aux combustibles fossiles impliquent un recours accru à l'électricité. Qu'on pense aux pompes à chaleur, aux véhicules électriques, à la production de matériaux de construction et d'isolation, à la fabrication d'équipements pour les nouvelles énergies renouvelables.
- Les développements de l'informatique, qui s'étend à l'ensemble des activités humaines. Si la consommation d'un ordinateur est relativement faible, leur nombre continue à augmenter rapidement.

Importer notre électricité, une solution ?

C'est ce qu'ont proposé certains de nos politiciens. La mondialisation, l'ouverture du marché, disaient-ils, garantissent qu'on trouvera toujours les quantités d'électricité nécessaires. Le risque concerne tout au plus une augmentation des prix... Il est piquant de constater que c'est la tendance rosé-verte du parlement qui a soutenu cette opinion. La gauche prônant les délocalisations et le libéralisme mondial ? On aura tout vu !

Or on constate actuellement que ce n'est pas que la Suisse, mais l'Europe entière qui risque de manquer bientôt d'électricité, comme l'a souligné le commissaire européen à l'énergie, Andris Piebalgs, lors d'une récente conférence. Même en France, qui pourtant a été pendant longtemps grande exportatrice de courant, on doit remettre en marche, quand il fait très froid, ou très chaud, de vieilles centrales à mazout ou au charbon.

Le salut ne viendra donc pas des importations, et la notion d'autarcie, considérée, il n'y a pas si longtemps, comme un mythe pro-nucléaire et rétrograde, refait surface. Il y a de bonnes raisons à cela: passons-les en revue.

Importer = transporter

Transporter de l'électricité implique qu'on construise des lignes à haute tension. On sait les difficultés à faire admettre de telles réalisations : au nom de la protection du paysage, elles suscitent des oppositions véhémentes. Ainsi, depuis plusieurs dizaines d'années qu'on en parle, la liaison Galmiz - Verbois, nécessaire au maillage du réseau en direction de la Suisse romande, n'est toujours pas terminée ! A ce propos, il est surprenant de constater que l'implantation d'éoliennes géantes sur nos crêtes est admise par les écologistes. Il y a apparemment deux poids et deux mesures en matière de respect des sites...

Mais il n'y a pas que la protection de la nature qui entre en jeu : il faut aussi considérer le coût. Pour l'électricité comme pour tout autre produit, le transport a un prix, qui va peser sur la facture du consommateur.

Enfin, les lignes de transport engendrent des pertes. Plus une ligne est chargée, plus elle chauffe : c'est de l'énergie gaspillée. Ces pertes sont faibles, certes. Mais quand on nous demande d'économiser, dans nos ménages, le moindre pour cent, il est troublant de penser que le courant que nous consommons contribue à chauffer les moineaux.

Comme pour toute marchandise, visons la proximité : le meilleur moyen pour éviter des frais et réduire la dépense d'énergie, c'est de produire l'électricité le plus près possible du lieu où on la consomme.

Le plus possible de valeur ajoutée locale

Il y a aussi des raisons économiques à vouloir produire l'électricité chez nous, c'est la valeur ajoutée locale. Des centrales électriques, cela représente des postes de travail, du matériel d'entretien et des sous-traitants. Cette valeur ajoutée est particulièrement importante pour les centrales nucléaires.

Citons ici les chiffres de Gôsgen, tels que les publie le rapport annuel de la société. Les frais annuels se sont élevés en 2006 à plus de 330 millions de francs. Les 44,5 % de cette dépense ont été consacrés à l'exploitation : personnel, matériel, sous-traitants. A cela il faut ajouter 5,2 % consacrés au fonds pour la désaffectation, et 18,5 % pour la gestion des déchets. Ces sommes, perçues en fonction des livraisons de courant, sont mises en réserve dans des fonds spécifiques, et resteront donc dans notre pays.

On compte encore 14 % d'amortissements et 5,5 % d'intérêt et bénéfice, ce qui est toujours de l'argent qui reste en Suisse. Il n'y a que le poste "combustible", soit les 12,3 % du total, qui est dépensé à l'étranger.

Dépendance = risque

En mars 2007 encore, un chroniqueur qualifiait la menace de pénurie de fantasme, et balayait d'un revers de main l'idée qu'une dépendance de l'étranger puisse impliquer des risques.

Cette attitude paraît aujourd'hui pour le moins légère, alors que le prix du pétrole grimpe, que le Moyen-Orient est en pleine ébullition, et que des pannes de courant de plus en plus étendues et de plus en plus longues se multiplient en Europe. La consommation d'électricité augmente aussi chez nos voisins, chez eux comme chez nous les réserves de capacité sont épuisées. Rien ne nous garantit qu'on pourra toujours, en tout temps, nous livrer le courant dont nous avons besoin. "Sur un marché libéralisé, il ne peut pas y avoir de pénurie", nous a-t-on dit. Alors on a déjà oublié que la Californie, il n'y a pas si longtemps, a frisé la catastrophe suite à une libéralisation trop rapide et mal gérée de la distribution d'électricité? Il est piquant de constater que ce sont précisément les politiciens de gauche qui ont utilisé un tel argument, alors qu'ils ont freiné des quatre fers pour limiter ou retarder (faute de pouvoir l'interdire) la libéralisation en Suisse, au nom de la sécurité d'approvisionnement.

L'aspect éthique

Enfin, dans l'argumentation contre l'autarcie, on met en avant le fait que nos grands groupes énergétiques participent déjà à la construction de centrales (à gaz ou à charbon) à l'étranger, dont une part de production nous serait réservée. Ce procédé, qui a débuté avec les participations suisses aux centrales nucléaires françaises, pourrait se généraliser.

Nous trouvons pour notre part un tel raisonnement choquant. Comment ? On ne veut pas de "tours de refroidissement" (sous-entendu : de centrales atomiques) sur notre territoire, mais on trouve parfaitement naturel que ces choses-là soient construites chez nos voisins ? C'est ce que les anglo-saxons appellent le [syndrome NIMBY](#) (pour "not in my back-yard"), qui nous semble relever du plus pur égoïsme. Les inconvénients, c'est pour les autres !

Gaz ou nucléaire ?

La conclusion des réflexions ci-dessus, c'est que la construction de grandes centrales est nécessaire en Suisse. Et pour produire de l'électricité de façon économique et en quantité suffisante, il n'y a actuellement que deux filières : le gaz naturel ou le nucléaire. Laquelle choisir ? On aurait peut-être pu éviter cette question, si, immédiatement à la fin du moratoire, on avait mis en route les procédures d'autorisation pour de nouvelles centrales nucléaires. Nous n'aurions pas eu alors le retard que nous constatons aujourd'hui... Mais cela n'a pas été fait, inutile de s'appesantir sur le passé !

Dans la situation actuelle, notre point de vue est qu'il les faut toutes les deux !

Le nucléaire présente l'incontestable avantage de ne pas produire de CO². Mais sa relance exigera une quinzaine d'années au moins. Pour assurer la sécurité d'approvisionnement à plus court terme, la mise en oeuvre de centrales à gaz est judicieuse. Les installations modernes à cycle combiné (turbine à gaz, avec récupération de la chaleur contenue dans les gaz d'échappement pour alimenter une turbine à vapeur) présentent un rendement élevé (de l'ordre de 50 %), ce qui limite les émissions de gaz à effet de serre.

C'est à partir d'une centrale de ce type que s'approvisionnent les Services Industriels de Genève pour la fourniture du courant dit "Initial" (13,2 % de la consommation genevoise en 2006), équipement certifié Egaz50. Plusieurs grands groupes suisses participent à la réalisation de telles centrales à l'étranger, en Italie et en Autriche notamment.

Les centrales à gaz offrent de plus l'avantage de pouvoir répondre rapidement aux fluctuations de la demande de courant, contrairement aux centrales nucléaires, vouées à la couverture de la charge de base. Elles pourront donc être utilisées pour absorber les pointes de consommation, en complément des usines hydrauliques à accumulation.

Même avec trois grandes centrales à gaz en Suisse, les émissions résultant d'électricité ne dépasseront pas 50 grammes de CO² par kilowattheure. C'est sept fois moins que la moyenne européenne (350 g/kWh), voire dix fois moins qu'en Allemagne (500 g/kWh). Même avec du gaz,

notre électricité restera propre !

Les lignes ci-dessus sont inspirées par l'article de Serge Beck, président de la Fédération romande pour l'énergie, paru dans « Le Temps » du 29 janvier 2008, ainsi que par la brochure « [L'impérieuse nécessité de nouvelles centrales électriques](#) » publiée par la FRE en février 2008.

Impressum : ADE Action Démocratique pour l'Energie, Genève, c/o Philippe Wiblé

Rue du Temple 8, 1236 Cartigny, tél. 022 756 16 65, fax 022 756 38 67

e-mail : wible@adegeneve.com

Bulletin trimestriel envoyé aux membres et amis de notre Association CCP Action Démocratique pour l'Energie:
12-12301-9

[Créé par pumaware](#)